



PRÉFET DU MORBIHAN

**ARRETE PREFECTORAL
PORTANT
PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A DECLARATION
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT RELATIVE AU
PLAN D'EPANDAGE DES BOUES
DE LA STATION D'EPURATION DE DAMGAN ZA DE LA LANDE
COMMUNE DE DAMGAN**

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

N° dossier : 56-2019-00124

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 et suivants, et R.214-1 et suivants ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU l'arrêté du 08 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n°97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;
- VU le plan départemental relatif à la gestion des déchets et assimilés ;
- VU l'arrêté régional du 2 août 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole et notamment les dispositions de l'article 5,1 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 09 mai 2016 portant délégation de signature à Monsieur Patrice BARRUOL, directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;
- VU la décision du directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan en date du 15 mai 2019 portant délégation de signature aux agents placés sous son autorité ;
- VU la demande de déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 30/04/2019 présentée par Monsieur le Maire de Damgan, enregistrée sous le n° 56-2019-00124 et relative au plan d'épandage des boues de la station d'épuration de Damgan Z.A de la lande située sur la commune de DAMGAN ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui dudit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques du projet,
- rubriques de la nomenclature concernées,
- moyens de surveillance et d'intervention,
- éléments graphiques ;

VU la demande de complément formulée par la DDTM du Morbihan en date du 3 juillet 2019 ;

VU la réponse du pétitionnaire en date du 12 juillet 2019 ;

CONSIDERANT que l'épandage des boues issues de la station d'épuration de DAMGAN « ZA de la lande » située sur la commune de DAMGAN doit être encadré

CONSIDERANT que le plan d'épandage de DAMGAN doit respecter une distance minimale de 500 m par rapport aux zones conchylicoles stipulée dans l'annexe 7 du PAR 6 du 2 août 2018.

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

ARRETE

ARTICLE.1 OBJET DE L'AUTORISATION

Il est donné acte à Monsieur le Maire de DAMGAN de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant le plan d'épandage des boues issues de la station d'épuration de DAMGAN Z.A DE LA LANDE située sur la commune de DAMGAN.

L'ensemble de ces opérations relève des rubriques suivantes de la nomenclature des opérations soumises à déclaration en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique de la nomenclature	NATURE – VOLUME des ACTIVITÉS	RÉGIME
2.1.3.0 -2	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes : 2° Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an	Déclaration

ARTICLE.2 CARACTERISTIQUES DES BOUES EPANDUES

	unités	quantités
Tonnes de Matières Sèches	T MS	432
Volume	M3	1800
Siccité	%	24

ARTICLE.3 DESTINATION DES BOUES

	Épandage	Incinération	Compostage	autres
Filières principales	100 % soit 432 t MS	0 %	0 %	0 %
Filières alternatives			Compostage avec des déchets verts	Centre d'Enfouissement technique

Le service en charge de la police de l'eau doit être informé de toute modification de destination.

ARTICLE.4 FREQUENCE D'ANALYSES

La fréquence d'analyse des boues épandues sera conforme à l'arrêté du 8 janvier 1998, à savoir que le nombre d'analyses doit respecter les dispositions suivantes :

	Première année	En routine
valeur agronomique des boues	8	4
éléments-traces	4	2
composés organiques	2	2

ARTICLE.5 DOCUMENT DE SUIVI

Un registre d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de la police de l'eau et régulièrement transmis aux utilisateurs, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de boues épandues par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les boues avec les dates de prélèvements et des mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Le producteur de boues adresse au préfet, chaque année, la synthèse du registre des épandages. Un modèle est présenté en annexe 6 de l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles.

Ce document pourra être transmis avec le bilan annuel des contrôles de fonctionnement de la station d'épuration.

ARTICLE.6 EPANDAGE DES BOUES

Les opérations d'épandage des boues produites sont conduites de manière à valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les boues et à éviter toute pollution des eaux. Elles sont réalisées conformément au présent arrêté, à l'arrêté préfectoral établissant le programme d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en vigueur, ainsi que l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les

prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles.

ARTICLE.7 STOCKAGE

La capacité de stockage doit être suffisante pour respecter les périodes d'interdiction des épandages résultant de l'application de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'action susvisé, soit une autonomie de 10 mois.

Situation actuelle :

Stockage présent sur la station d'épuration : lits de rhizophytes

Autonomie actuelle : 12 mois

Toutes dispositions sont prises pour minimiser les nuisances pour le voisinage susceptibles d'être générées par les ouvrages de stockage et de prévenir la pollution des eaux ou des sols.

ARTICLE.8 ZONE D'EPANDAGE AUTORISEE

L'épandage sera pratiqué sur une superficie totale limitée à 90,95 ha sur une surface totale de 143,7 ha sur la commune d'Ambon reconnue apte à l'épandage dans l'étude préalable présentée par le maître d'ouvrage.

Un contrat à jour liant le maître d'ouvrage, l'exploitant et chaque agriculteur concerné doit permettre de justifier en tout temps de l'accord des utilisateurs de boues pour la mise à disposition de leurs parcelles et des obligations respectives des signataires.

Liste des agriculteurs concernés par le plan d'épandage :

- GAEC DE QUELESCOUET – M. LE TENDRE Jean-René – Quelescouet – 56190 AMBON
- SCEA MAGRE – M. MAGRE Philippe – Tremelgon 56190 AMBON

Liste des parcelles concernées par le plan d'épandage : voir en annexe

ARTICLE.9 GISEMENT ET CARACTERISTIQUES DES BOUES EPANDUES

Le périmètre est établi par l'étude préalable pour valoriser un gisement de boues annuel évalué à :

	unités	quantités
Tonnes de matière sèche (tMS/an)	T MS/an	432
Volume	m ³	1800
Siccité	%	24
Azote	kg NtK/an	4089
Phosphore	kg P ₂ O ₅ /an	8413

ARTICLE.10 DOSES D'APPORT

La dose d'apport des boues, sur ou dans le sol, doit respecter les conditions suivantes :

✓ Elle est calculée sur une période appropriée par rapport au niveau de fertilité des sols et aux besoins nutritionnels des plantes en éléments fertilisants, notamment le phosphore et l'azote, en tenant compte des autres apports ;

✓ Elle est, en tout état de cause, au plus égale à 3 kg MS/m² sur 10 ans.

Ces apports doivent en outre respecter les contraintes réglementaires locales, et notamment le programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, dit programme d'action.

ARTICLE.11 CONDITION D'EPANDAGE

Rappel sur la directive « Nitrates »

Les boues sont des fertilisants dont l'épandage doit être en conformité avec la directive «Nitrates ». Les périodes et les distances d'épandage précisées dans l'annexe 2 de l'arrêté du 08 janvier 1998 et dans l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 doivent être respectées.

Les boues issues des stations de traitement des eaux résiduaires urbaines figurent dans la catégorie I ou II en fonction de leur apport (C/N) conformément à l'arrêté du 23 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

L'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement exploitées ou destinées à une remise en exploitation ou faisant l'objet d'une opération de reconstitution des sols ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- lorsque les teneurs en éléments-traces métalliques dans le sol et composés organiques ou éléments-traces dans les boues excèdent les valeurs limites fixées dans l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 ;
- sur les sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :
 - * le pH du sol est supérieur à 5,
 - * les boues ont reçu un traitement à la chaux,
 - * le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 de l'annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998.

ARTICLE.12 CONFORMITE AU DOSSIER DEPOSE ET MODIFICATIONS

Le plan d'épandage, objet du présent arrêté, est exploité conformément au contenu du dossier de demande de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toutes modifications des caractéristiques du plan d'épandage doivent être préalablement signalées au préfet.

Toute modification apportée au plan d'épandage (bénéficiaires, utilisateurs, parcellaires) entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

ARTICLE.13 TRANSMISSIONS ET INFORMATIONS

Conformément au V de l'article R.211-34 du code de l'environnement, le producteur de boues transmet à l'autorité administrative les informations sous format électronique.

Le producteur de boues communique le registre d'épandage, cité à l'article R.211-34 du code de l'environnement, aux utilisateurs et est tenu de le conserver pendant dix ans.

Le pétitionnaire doit, sur leur demande, permettre aux agents chargés de la police de l'eau de procéder à toutes les mesures et vérifications utiles à la constatation de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE.14 DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE.15 AUTRES REGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE.16 SANCTIONS

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles R.216-12 et des articles L.216-1 à L.216-13 du code de l'environnement.

ARTICLE.17 PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie des communes de Damgan et d'Ambon, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également transmise au SAGE Vilaine.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan durant une durée d'au moins 6 mois.

ARTICLE.18 VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif.

Il peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet,
- par recours hiérarchique auprès du ministère concerné.

Le présent arrêté est également soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr) en application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE.19 EXECUTION

Le secrétaire général de la Préfecture du Morbihan,
les maires des communes de Damgan et d'Ambon,
le chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,
le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

AVANNES, le **26 JUIL. 2019**
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef du service eau, nature et biodiversité

Jean-François CHAUVET

Annexe

Liste des parcelles concernées par le plan d'épandage :

Nom Exploitant	Prénom	Nom Parcelle	Commune	Références cadastrales	Surface totale (ha)	SPE (ha)	aptitude	analyse	Clause Exclusion
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 10	Ambon (56)	OD 4 à 16/21 à 31/40 à 43/45 à 63	16,61	13,85	Classe 2	Oui	Surfaces en eau + zone conchylicole
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 11	Ambon (56)	OD 135/138/139/141/162 à 169/171/175/176/178 /180 à 184/186 à 196/198 à 210/215/216/218/243 à 248/503/572/652	22,78	11,68	Classe 2	Oui	Surfaces en eau + zone conchylicole
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 12	Ambon (56)	OG 196/197	1,39	0	Classe 2	Non	Tiers + zone conchylicole
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 13	Ambon (56)	OD 37 à 39	1,9	1,9	Classe 2	Oui	
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 14	Ambon (56)	OD 33 à 35	1,97	1,97	Classe 2	Non	
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 22	Ambon (56)	OG 428/429	0,57	0	Classe 2	Non	Cours d'eau + zone conchylicole
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 23a	Ambon (56)	OI 19 à 22/157 à 161	9,82	5,85	Classe 2	Non	zone conchylicole
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 23b	Ambon (56)	OI 151/155/156/163/164 /848	6,82	5,88	Classe 2	Non	Tiers
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 24	Ambon (56)	OG 332/1071/1074	1,97	0	Classe 2	Oui	Tiers + zone conchylicole
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 27	Ambon (56)	OD 423	0,7	0	Classe 2	Non	Tiers
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 28	Ambon (56)	OD 493+OC 496	0,8	0,49	Classe 2	Non	Tiers
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 29	Ambon (56)	OD 454/455/507	1,83	1,71	Classe 2	Non	Tiers
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 31	Ambon (56)	OC 512/513/514/531/543 /549/550/552 à 554	6,36	5,6	Classe 2	Oui	Tiers
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 32	Ambon (56)	OD 306/311/316 à 319/529 à 533	8,03	6,92	Classe 2	Non	Surfaces en eau et tiers
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 35	Ambon (56)	OD 418/419/420	4,33	3,21	Classe 2	Non	Surfaces en eau et tiers
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 36	Ambon (56)	OD 431/432	2,24	1,56	Classe 2	Oui	Tiers
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 5	Ambon (56)	OD 156 à 161	2,63	2,43	Classe 2	Non	Surfaces en eau + zone conchylicole
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 6	Ambon (56)	OI 164	0,71	0,57	Classe 2	Non	Tiers
GAEC DE QUELESCOUET		QUE 8	Ambon (56)	OD 725/726/732 à 735/738pp/739/741/742/744/745/788/789	4,8	4,48	Classe 2	Non	Cours d'eau
Total					96,26	68,1			
SCEA MAGRE	MAG 19	Ambon (56)		OM 187/189/199 à 208/210/214/217 à 220/224/698	15,87	0	Classe 2	Non	Surfaces en eau, tiers + zone conchylicole
SCEA MAGRE	MAG 2	Ambon (56)		OI 97 à 101/104/112/113/161 à 123/207/209 à 222/233 à 256/260 à 272/275 à 283/642 à 645/652/654/797	20,18	0	Classe 2	Oui	Surfaces en eau, tiers + zone conchylicole
Nom Exploitant	Prénom	Nom Parcelle	Commune	Références	Surface	SPE (ha)	aptitude	analyse	

				cadastres	totale (ha)			
SCEA MAGRE	MAG 3	Ambon (56)	OL 39 à 50/85 à 89/92 à 95/ OI 131 à 133/138 à 143 OL 21 à 23/845	19,3	16,79	Classe 2	Oui	Tiers
SCEA MAGRE	MAG 4	Ambon (56)	OI 96/110/1082/850p	3,81	2,41	Classe 2	Non	Tiers + zone conchylicole
SCEA MAGRE	MAG 5	Ambon (56)	OL 73/76 à 81/84/269 à 304/308	21	3,65	Classe 2	Oui	Surfaces en eau, cours d'eau, tiers + zones conchylicoles
Total				80,16	22,85			